

Trois scénarios de l'an 2009 dans le cadre d'une légalisation de l'héroïne mise en vigueur en 1999

1. Scénario "catastrophe", article du Tages Anzeiger du 19 décembre 2009

En 1999, à l'aube de l'an 2000 la Suisse isolée dans l'Europe avait décidé à la suite des résultats concluants du projet de prescription médicale de stupéfiants de s'embarquer comme cavalier seul dans la légalisation de la consommation et du commerce des drogues anciennement nommées illégales. En l'an 2001, la communauté européenne refuse l'adhésion de la Suisse à la CEE en raison notamment de son virage important concernant la légalisation des drogues. Seule l'Allemagne soutien de loin notre pays. Malgré cela, la Suisse continue d'être citée comme un pays avant-gardiste et reste le seul à ne pas souffrir de l'hypocrisie relative à ce sujet. Les USA somment la Suisse de revenir en arrière, et il faut à nouveau un visa pour les citoyens suisses pour ce rendre dans ce pays. Jusque en 2004, la Suisse semblait avoir choisi néanmoins la bonne voie. La mafia étrangère se retire progressivement de notre pays. Hoffman la Roche augmente encore son chiffre d'affaires en fournissant de manière régulière, les divers supermarchés de la place habilités à vendre légalement l'héroïne et la cocaïne notamment. Les médecins, travailleurs sociaux, infirmiers ne cessent d'ouvrir de nouvelles structures accueillant une population de plus en plus importante de consommateurs de drogues dures. Les écoles s'évertuent à mettre sur pieds des programmes novateurs visant à réduire le nombre de nouveaux consommateurs en utilisant autant des approches visant à la réduction des facteurs de risques, qu'à l'augmentation des facteurs de protection. Mais depuis cinq ans, un nouveau tourisme de consommateurs étrangers ne cessent de croître, les grands palaces de nos villes n'avaient plus atteint un chiffre d'affaires pareil depuis le début du vingtième siècle. D'une situation encore contrôlable au début des années 2000, notre pays semble bien aller à la dérive depuis 1 ou 2 ans. Le nombre de consommateurs de drogues dures atteint le demi-million, le chômage est remplacé par une foule de personnes bénéficiant de toute sorte d'aide financières, dont la revente des produits stupéfiants n'est pas la moindre. Cinq sur sept de nos conseillers fédéraux "chassent" le dragon. Les casinos se sont rapidement recyclés en fumerie d'opium et l'aéroport de Genève donné pour mort en 1997 devient l'endroit prisé de milliers de touristes notamment français, suédois et américains qui viennent trouvés en Suisse ce que leur pays leur interdit depuis des dizaines d'années. L'espérance de vie à chuté de 10 ans, le nombre d'accident de circulation par millier de kilomètres parcouru est 100 fois supérieur à celui de l'Inde. Un mouvement est en train de renaître de ses cendres, nommé "Suisse sans drogues", il a déjà récolté en un mois plus de 500'000 signatures pour revenir à la situation des années 1990. Seul les gros consommateurs organisés en mafias locales s'opposent à ce retour en arrière. Finalement les coûts de la répression qui avaient fortement reculé au début de la légalisation sont actuellement 10 fois supérieur en raison de la perte de contrôle de la vente régulière des stupéfiants.

2. Scénario "classique", article du Nouveau Journal de Genève du 19 décembre 2009

Malgré, les premières difficultés liés à la légalisation de l'héroïne en Suisse, notre pays a réussi en l'espace de 10 ans à faire reculer de manière significative la criminalité liée préalablement au statut illégal des stupéfiants. La mafia étrangère s'est progressivement désinvestie, le nombre de vols et d'actes délictueux liés à la consommation de drogues dures à fortement diminué. Les consommateurs "chroniques" sont suivis régulièrement par les nouvelles structures qui se sont mises en place depuis 10 ans et qui combinent la plupart du

temps des offres médico-psycho-sociales. Si dans un premier temps nous avons assisté à une augmentation du nombre de consommateurs de drogues dures (environ 50'000 en l'an 2004, lors de la 4^{ème} enquête suisse de santé), la marginalité de ceux-ci a fortement chuté. Le nombre de décès liés à la consommation de drogues dures est inférieur à 100 depuis 5 ans. De nombreuses structures anciennement nommées à bas seuil ont été transformées en lieu de consommation conviviaux où un contrôle strict de l'identité des consommateurs est effectué afin d'enrayer le tourisme provoqué par la situation unique de notre pays au milieu de l'Europe. Une frange de consommateurs continue tout de même à s'approvisionner sur le marché noir, mais l'on assiste à un mouvement de la consommation de plus en plus perceptible vers les drogues douces, l'effet de légalisation ayant fait perdre un certain attrait aux drogues dures. De nombreuses nouvelles substances arrivent tout de même sur le marché et nécessitent chaque fois un long processus décisionnel quand à leurs appartenances aux substances dites en "vente contrôlée". Finalement les coûts de la répression ont fortement diminué n'étant plus que d'environ 100 millions par an (cinq fois moins qu'en 1997) et portent essentiellement sur le contrôle du marché parallèle et une certaine tendance à l'exportation des drogues dures notamment dans les pays avoisinants.

3. Scénario "alternatif", article du *Blick* le 20 décembre 2009

Si au début des années 2000, notre pays avait pu imaginer l'évolution de ces 10 dernières années relatives à la consommation des drogues dures, il est peu probable que la décision de légaliser les drogues dures dont l'héroïne aie été prise. En effet en 2004, le nombre de consommateurs de drogues dures a fortement augmenté passant à environ 200'000 malgré un développement rapide et une couverture nationale en termes de prévention et de traitement. Les coûts de la répression ont baissés, en raison du désintérêt de la mafia et du crime organisé. Par contre depuis 5 ans, le nouveau parti constitué des consommateurs de drogues réclament une nouvelle société et le poids de ce parti (SAD = "pour une Société Avec Drogues") devient considérable. En effet, la notion de travail "traditionnel", de famille est renié par le SAD qui désire une société libre de contrainte en tous genres. De nombreuses communautés alternatives ont vus le jour, et la dévalorisation de notre pays au regard des pays avoisinants est énorme. Des milliers d'adeptes du SAD passent la frontière tous les jours introduisant avec eux de nouvelles substances. Le SAD dispose actuellement de plus de 30% des sièges au conseil national et il y a fort à parier que lors de votations à venir, une grande majorité de nos citoyens se laisseront embarquer sur ce bateau exempt de valeurs sociétales qui caractérisaient notre pays le siècle dernier et qui faisait de celui-ci un pays phare.